



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.819/4
du 18 février 2026

advies 78.819/4
van 18 februari 2026

sur

over

une proposition d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
la date des élections
communales'

een voorstel van ordonnantie
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
wijziging van de datum van de
gemeenteraadsverkiezingen'

Le 21 janvier 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur une proposition d'ordonnance 'modifiant la date des élections communales', déposée par Mme Imane BELGUENANI (NL) (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2024-2025, n° A-161/1).

La proposition a été examinée par la quatrième chambre le 18 février 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, président, Patrick RONVAUX, président de chambre, Géraldine ROSOUX, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 février 2026.

*

Op 21 januari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorstel van ordonnantie 'tot wijziging van de datum van de gemeenteraadsverkiezingen', ingediend door mevrouw Imane BELGUENANI (NL) (*Parl.St.*, Br.Parl., 2024-2025, nr. A-161/1).

Het voorstel is door de vierde kamer onderzocht op 18 februari 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, voorzitter, Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 februari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

1. La proposition tend, d'une part, à modifier l'ordonnance du 20 juillet 2023 'portant le Nouveau Code électoral bruxellois' afin de faire coïncider la date des élections communales avec celle des élections régionales, et, d'autre part, à modifier la Nouvelle loi communale en vue d'aligner la durée des mandats de conseiller communal, de bourgmestre et d'échevin sur celle des députés du parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', les régions sont compétentes en ce qui concerne « la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions [...] communales ».

L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose en outre qu'il revient désormais aux régions de régler

« l'élection des organes provinciaux, supracommunaux, communaux et intracommunaux, ainsi que des organes des agglomérations et fédérations de communes, en ce compris la réglementation et le contrôle des dépenses électorales y afférentes (et l'origine des fonds qui y ont été affectés)

a) à l'exception des règles inscrites dans la loi communale, la nouvelle loi communale, la loi électorale communale, la loi organique des centres publics d'aide sociale, la loi provinciale, le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux en vertu de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la nouvelle loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux, telle que modifiée par la loi spéciale du 19 juillet 2012 ;

b) à l'exception de la compétence exclusive du Conseil d'Etat pour statuer par voie d'arrêts sur les recours en dernier ressort en matière électorale ;

c) étant entendu que les décrets et les ordonnances ayant pour effet de diminuer la proportionnalité de la répartition des sièges par rapport à la répartition des voix doivent être adoptés à la majorité visée à l'article 35, § 3.

[‡] S'agissant d'une proposition d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Les régions exercent cette compétence, sans préjudice des articles 5, deuxième et troisième alinéas, 23*bis* et 30*bis* de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, et des articles 2, § 2, quatrième alinéa, 3*bis*, deuxième alinéa, 3*novies*, deuxième alinéa, et 5, troisième alinéa, de la loi organique des élections provinciales ».

En vertu de ces dispositions, les régions ont la plénitude de compétence pour régler les pouvoirs subordonnés dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées¹. Lesdites compétences doivent en outre être exercées dans le respect des articles 41, alinéa 1^{er}, et 162, alinéa 2, de la Constitution, ce dernier consacrant notamment l'élection directe des membres des conseils provinciaux et communaux².

Ni ces dispositions constitutionnelles ni les exceptions précitées ne sont de nature à empêcher la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer la date des élections communales ainsi que la durée de la mandature communale³. Une telle réforme s'appliquerait en effet de manière uniforme à l'ensemble des communes du territoire de la région, sans préjudice des garanties existant actuellement au profit des personnes d'appartenance linguistique française et néerlandaise dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale⁴.

À cet égard, la proposition ne soulève donc pas d'objection.

La section de législation rappelle au demeurant que, conformément à l'article 28, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, une ordonnance prise en vertu de la compétence mentionnée à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 doit en principe être adoptée à la majorité absolue des suffrages et à la majorité absolue dans chaque groupe linguistique.

2. La modification proposée du calendrier électoral au niveau communal a toutefois de sensibles répercussions sur d'autres dispositions actuellement en vigueur, qui figurent notamment dans le Nouveau Code électoral communal bruxellois et dans la Nouvelle loi communale. Certaines d'entre elles fixent ainsi des dates spécifiques en prévision d'élections se déroulant le deuxième dimanche du mois d'octobre ou semblent reposer sur une mandature d'une durée de six ans.

¹ Voir notamment C.C., 1^{er} mars 2012, n° 27/2012, B.17.1 ; C.C., 20 septembre 2018, n° 115/2018, B.9.1.

² Voir J. VELAERS, « Le cadre institutionnel des élections dans la Belgique actuelle, à la lumière du principe de représentation », in F. BOUHON et M. REUCHAMPS (dir.), *Les systèmes électoraux de la Belgique*, 3^e éd., Bruxelles, Larcier, 2024, pp. 136-137.

³ Voir notamment D. RENDERS, *Droit administratif général*, 4^e éd., Bruxelles, Larcier, 2022, p. 69 : « Ce délai pourrait-il être modifié par une région, depuis l'entrée en vigueur de la réforme institutionnelle de la Saint-Polycarpe ? La réponse est, dans ce cas, affirmative. Il s'agit là, en effet, d'une modalité de l'élection directe des conseillers communaux qui, cette fois, est inscrite, non plus dans la Constitution, mais dans la « loi », laquelle peut donc, sur ce point, être modifiée par décret ou par ordonnance ». Voir également F. BOUHON, « La fréquence des élections », in F. BOUHON et M. REUCHAMPS (dir.), *Les systèmes électoraux de la Belgique*, 3^e éd., Bruxelles, Larcier, 2024, p. 403.

⁴ Voir à ce sujet l'avis 40.684/VR donné le 20 juin 2006 sur une proposition devenue l'ordonnance du 20 juillet 2006 'modifiant la nouvelle loi communale et le Code électoral communal bruxellois', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2005-2006, A-244/2.

Tel est notamment le cas de :

1° l'article 11, alinéa 1^{er}, du Nouveau Code électoral communal bruxellois qui prévoit que la liste des électeurs communaux est dressée le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu, autrement dit postérieurement à la date du renouvellement intégral du Parlement prévu à l'article 11 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

2° l'article 14, alinéa 1^{er}, du même Code qui prévoit que l'administration communale envoie la liste des électeurs communaux au Gouvernement au plus tard le 31 août.

3° l'article 30, alinéa 3, du même Code qui prévoit que l'inéligibilité visée à l'alinéa 2, 4° et 5°, vaut pour les six ans qui suivent la condamnation encourue.

4° l'article 32 du même Code qui prévoit, en son paragraphe 2, que chaque parti politique représenté au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale peut faire parvenir au Gouvernement, jusqu'au 1^{er} août, une demande motivée visant l'interdiction de sigles ayant fait l'objet d'une protection dans le passé.

5° l'article 331 de la Nouvelle loi communale qui énonce, en son paragraphe 1^{er} :

« Dans les communes de plus de 100.000 habitants, des organes territoriaux intracommunaux peuvent être créés à l'initiative du conseil communal. Les membres des conseils de district sont élus pour six ans par l'assemblée des électeurs communaux qui sont inscrits dans les registres de la population de la commune comme habitants de l'entité territoriale concernée. Les élections ont lieu le même jour que les élections communales. Elles sont réglées par les dispositions de la loi électorale communale ».

Le législateur doit par conséquent veiller à la bonne articulation de la proposition avec l'ensemble du droit positif susceptible d'être concerné par la modification proposée afin d'assurer la cohérence des opérations électorales compte tenu de la date envisagée des élections et de la nouvelle durée des mandats de conseiller communal, de bourgmestre et d'échevin.

3. Enfin, l'article 5, de nature transitoire selon les développements, énonce :

« Le mandat des conseillers communaux, échevins et bourgmestre s'étend, pour la mandature actuelle, jusqu'au prochain renouvellement intégral du Parlement comme prévu à l'article 11 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ».

La proposition a pour effet d'aligner les élections communales bruxelloises sur les élections régionales, ce qui affecte directement la durée des mandats communaux en cours en la réduisant. Elle interfère ainsi avec les droits politiques, en particulier le droit de vote, le droit de se porter candidat à des élections et le droit d'exercer le mandat pour lequel une personne a été élue, tels que garantis notamment par l'article 8, alinéa 2, de la Constitution⁵ et l'article 3 du Premier

⁵ L'article 8, alinéa 2, de la Constitution énonce que la Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques, déterminent quelles sont, outre cette qualité de Belge, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits. Les droits politiques visés par l'article 8 de la Constitution trouvent leur fondement dans le droit du citoyen de prendre part à l'exercice de la souveraineté. Ils concernent le droit de participer, comme électeur ou comme candidat, aux élections des assemblées délibérantes de l'État fédéral, des communautés, des régions, des provinces et des communes. Voir par exemple C.C., 15 janvier 2009, n° 9/2009, B.16 ; C.C., 6 juin 2014, n° 87/2014, B.3.1.

Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme ⁶. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que cette dernière disposition garantissait le droit de tout individu de se porter candidat aux élections et, une fois élu, d'exercer son mandat ⁷.

Ces droits ne sont cependant pas absolus. Ils peuvent faire l'objet de restrictions à la condition que celles-ci poursuivent un but légitime et soient proportionnées à ce but. Comme le précise la Cour constitutionnelle, le législateur peut apporter « au principe de la liberté de vote, qui a pour corollaire que l'électeur puisse apprécier l'effet utile de son vote, des limitations raisonnables en vue d'assurer le bon fonctionnement des institutions démocratiques » ⁸. La Cour européenne des droits de l'homme a par ailleurs jugé qu'une fois le choix du peuple librement et démocratiquement exprimé, aucune modification ultérieure dans l'organisation du système électoral ne saurait remettre en cause ce choix, sauf en présence de motifs impérieux pour l'ordre démocratique ⁹.

Si ces considérations se réfèrent plus spécifiquement aux élections des corps législatifs, conformément à l'article 3 du Premier Protocole additionnel, et aux mesures susceptibles de toucher spécifiquement un individu, elles peuvent être invoquées en matière d'élections locales, comme l'a déjà admis la section de législation ¹⁰. Certes, le dispositif envisagé concerne l'intégralité des élus, et non certains d'entre eux. Dans la suite des travaux parlementaires, les éléments visant à démontrer le motif impérieux justifiant la règle prévue par l'article 5 et la proportionnalité de celle-ci seront exposés.

4. La proposition sera revue à la lumière de ces observations.

*

⁶ La disposition énonce que « [l]es Hautes Parties contractantes s'engagent à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif ».

⁷ Cour eur. D. H., 11 juin 2002, arrêt *Sadak e.a. c. Turquie* (n° 2), § 33.

⁸ C.C., 28 juin 2012, n° 81/2012, B.14.1.

⁹ Cour eur. D. H., 15 juin 2006, arrêt *Lykourazos c. Grèce*, §§ 54 et 57.

¹⁰ Avis 62.152/1 donné le 25 octobre 2017 sur une proposition d'ordonnance « modifiant la Nouvelle loi communale en vue d'instaurer une incompatibilité entre la fonction de bourgmestre ou d'échevin et le mandat de membre du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement flamand et du Parlement européen », *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap, n° A-550/2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

1. Het voorstel wijzigt enerzijds de ordonnantie van 20 juli 2023 ‘houdende het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek’ zodat de gemeenteraadsverkiezingen samenvallen met de gewestraadsverkiezingen, en wijzigt anderzijds de Nieuwe Gemeentewet zodat de duur van de mandaten van gemeenteraadslid, burgemeester en schepen wordt afgestemd op die van het mandaat van lid van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Krachtens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, dat bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ van toepassing gemaakt is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijn de gewesten bevoegd voor “de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de (...) gemeentelijke instellingen”.

Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt verder dat de gewesten voortaan belast zijn met het regelen van:

“de verkiezing van de provinciale, bovengemeentelijke, gemeentelijke en binnengemeentelijke organen, alsook van de organen van de agglomeraties en federaties van gemeenten, met inbegrip van de regeling van en de controle op de hierop betrekking hebbende verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen die daaraan zijn besteed:

a) met uitzondering van de regelingen die krachtens de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de nieuwe gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 19 juli 2012 opgenomen zijn in de gemeentewet, de nieuwe gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, en

b) met uitzondering van de exclusieve bevoegdheid van de Raad van State om bij wijze van arresten op de beroepen in hoogste aanleg uitspraak te doen in kiesrechtzaken;

[‡] Aangezien het om een voorstel van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

c) met dien verstande dat decreten en ordonnances die als gevolg hebben dat de evenredigheid van de zetelverdeling in verhouding tot de verdeling der stemmen vermindert, moeten worden aangenomen met de in artikel 35, § 3, bedoelde meerderheid.

De gewesten oefenen deze bevoegdheid uit, onverminderd de artikelen 5, tweede en derde lid, 23*bis* en 30*bis* van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, en de artikelen 2, § 2, vierde lid, 3*bis*, tweede lid, 3*novies*, tweede lid, en 5, derde lid, van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.”

De gewesten hebben krachtens die bepalingen de volle bevoegdheid om de ondergeschikte besturen te regelen in de ruimste betekenis van het woord, behoudens de in de bepalingen uitdrukkelijk vermelde uitzonderingen.¹ Die bevoegdheden moeten bovendien uitgeoefend worden met inachtneming van de artikelen 41, eerste lid, en 162, tweede lid, van de Grondwet. Dat laatste artikel legt onder meer de rechtstreekse verkiezing van de leden van de provincieraden en de gemeenteraden vast.²

Noch die grondwettelijke bepalingen, noch de voornoemde uitzonderingen kunnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verhinderen de datum van de gemeenteraadsverkiezingen en de duur van het mandaat van de gemeenteraadsleden te bepalen.³ Een dergelijke hervorming zou namelijk voor alle gemeenten van het grondgebied van het gewest immers op dezelfde wijze gelden, onverminderd de waarborgen die de personen van de Nederlandse en de Franse taalaanhorigheid momenteel in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest genieten.⁴

In dat opzicht doet het voorstel dus geen bezwaren rijzen.

De afdeling Wetgeving merkt voorts op dat, overeenkomstig artikel 28, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, een ordonnantie vastgesteld op grond van de bevoegdheid vermeld in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in principe goedgekeurd moet worden bij de volstreekte meerderheid van de stemmen en bij de volstreekte meerderheid in elke taalgroep.

2. De voorgestelde wijziging van de kieskalender op gemeentelijk niveau heeft evenwel aanzienlijke gevolgen voor andere thans geldende bepalingen van met name het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek en de Nieuwe Gemeentewet. Sommige van die bepalingen

¹ Zie met name GwH 1 maart 2012, nr. 27/2012, B.17.1; GwH 20 september 2018, nr. 115/2018, B.9.1.

² Zie VELAERS J., “Le cadre institutionnel des élections dans la Belgique actuelle, à la lumière du principe de représentation” in BOUHON F. en REUCHAMPS M. (eds.), *Les systèmes électoraux de la Belgique*, Larcier, 2024, 136-137.

³ Zie met name RENDERS D., *Droit administratif général*, Larcier, 2022, 69:

“Ce délai pourrait-il être modifié par une région, depuis l’entrée en vigueur de la réforme institutionnelle de la Saint-Polycarpe? La réponse est, dans ce cas, affirmative. Il s’agit là, en effet, d’une modalité de l’élection directe des conseillers communaux qui, cette fois, est inscrite, non plus dans la Constitution, mais dans la ‘loi’, laquelle peut donc, sur ce point, être modifiée par décret ou par ordonnance.” Zie eveneens BOUHON F., “La fréquence des élections” in BOUHON F. en REUCHAMPS M. (eds.), *Les systèmes électoraux de la Belgique*, Larcier, 2024, 403.

⁴ Zie hierover advies 40.684/VR van 20 juni 2006 over een voorstel dat geleid heeft tot de ordonnantie van 20 juli 2006 ‘tot wijziging van de nieuwe gemeentewet en van het Brussels gemeentekieswetboek’, *Parl.St.* Br.Parl. 2005-06, A-244/2.

stellen bijvoorbeeld specifieke datums vast met het oog op verkiezingen die op de tweede zondag van oktober plaatsvinden, of lijken te steunen op het feit dat een mandaat zes jaar duurt.

Dat is met name het geval met:

1° artikel 11, eerste lid, van het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, dat bepaalt dat de lijst van de gemeenteraadskiezers opgesteld wordt op 1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsvindt, dat wil zeggen na de datum van de volledige vernieuwing van het Parlement zoals voorzien in artikel 11 van de bijzondere wet van 12 januari 1989;

2° artikel 14, eerste lid, van hetzelfde wetboek, dat bepaalt dat het gemeentebestuur uiterlijk op 31 augustus de lijst van de gemeenteraadskiezers aan de Regering verzendt;

3° artikel 30, derde lid, van hetzelfde wetboek dat bepaalt dat de onverkiesbaarheid bedoeld in de bepalingen onder 4° en 5° van het tweede lid geldt voor de zes jaren die op de opgelopen veroordeling volgen;

4° artikel 32, paragraaf 2, van hetzelfde wetboek, dat bepaalt dat elke in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement vertegenwoordigde politieke partij tot 1 augustus bij de Regering een gemotiveerd verzoek kan indienen tot verbod van het gebruik van letterwoorden die in het verleden beschermd werden;

5° artikel 331, paragraaf 1, van de Nieuwe Gemeentewet, dat als volgt luidt:

“In gemeenten met meer dan 100.000 inwoners kunnen, op initiatief van de gemeenteraad, binnengemeentelijke territoriale organen worden opgericht. De leden van de districtsraden worden voor zes jaar gekozen door de vergadering van de gemeenteraadskiezers die in de bevolkingsregisters van de gemeente zijn ingeschreven als wonende in de betrokken gebiedsomschrijving. De verkiezingen worden georganiseerd op dezelfde dag als de gemeenteraadsverkiezingen. De verkiezing wordt geregeld door de bepalingen opgenomen in de gemeentekieswet.”

Gelet op de beoogde verkiezingsdatum en op de nieuwe duur van de mandaten van gemeenteraadslid, burgemeester en schepen, moet de wetgever er ter wille van de samenhang van de kiesverrichtingen bijgevolg op toezien dat het voorstel goed afgestemd is op heel het positief recht waarop de voorgestelde wijziging van invloed kan zijn.

3. Artikel 5 ten slotte, dat volgens de toelichting een overgangsbepaling is, bepaalt het volgende:

“Het mandaat van de gemeenteraadsliden, schepenen en burgemeesters duurt voor de huidige bestuursperiode tot de eerstvolgende volledige vernieuwing van het parlement zoals voorzien in artikel 11 van de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.”

Het voorstel heeft tot gevolg dat de Brusselse gemeenteraadsverkiezingen worden afgestemd op de regionale verkiezingen, hetgeen een rechtstreekse weerslag heeft op de duur van de lopende gemeentelijke mandaten, aangezien het die duur inkort. Zodoende interfereert het voorstel met de politieke rechten die gewaarborgd zijn bij onder meer artikel 8, tweede lid, van de

Grondwet⁵ en artikel 3 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens,⁶ in het bijzonder met het stemrecht, het recht om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen en het recht om het mandaat uit te oefenen waarvoor men verkozen is. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft geoordeeld dat die laatste bepaling het recht van ieder individu waarborgde om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen en om zijn mandaat uit te oefenen.⁷

Die rechten zijn echter niet absoluut. Ze kunnen worden beperkt op voorwaarde dat die beperkingen een wettig doel nastreven en evenredig zijn met dat doel. Zoals het Grondwettelijk Hof preciseert, kan de wetgever “het beginsel van de vrijheid van de stem, waaruit voortvloeit dat de kiezer het nuttige effect van zijn stem kan inschatten, op redelijke wijze [beperken] teneinde de goede werking van de democratische instellingen te verzekeren”.⁸ Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft voorts geoordeeld dat, zodra het volk naar eigen goeddunken en op democratische wijze zijn keuze gemaakt heeft, geen enkele latere wijziging van de organisatie van het kiessysteem aan die keuze afbreuk kan doen, tenzij er voor de democratische orde dwingende redenen voorhanden zijn.⁹

Hoewel die overwegingen, overeenkomstig artikel 3 van het Eerste Aanvullend Protocol, meer specifiek verwijzen naar verkiezingen van wetgevende lichamen en naar maatregelen die specifiek een individu kunnen raken, kan men ze ook aanvoeren wanneer het om lokale verkiezingen gaat, zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft aanvaard.¹⁰ Het ontworpen dispositief heeft inderdaad betrekking op alle, en niet op slechts sommige verkozenen. In de verdere parlementaire voorbereiding moeten gegevens worden aangebracht die aantonen dat de in artikel 5 bepaalde regel op een dwingende reden steunt en evenredig is.

⁵ Luidens artikel 8, tweede lid, van de Grondwet bepalen de Grondwet en de overige wetten op de politieke rechten aan welke vereisten men moet voldoen, benevens de staat van Belg, om die rechten te kunnen uitoefenen. De in artikel 8 van de Grondwet bedoelde politieke rechten vinden hun grondslag in het recht van de burger op deelneming aan de uitoefening van de soevereiniteit. Zij betreffen het recht om, als kiezer of als kandidaat, deel te nemen aan de verkiezingen voor de beraadslagende vergaderingen van de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten. Zie bijvoorbeeld GwH 15 januari 2009, nr. 9/2009, B.16; GwH 6 juni 2014, nr. 87/2014, B.3.1.

⁶ De bepaling luidt als volgt: “De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om met redelijke tussenpozen vrije, geheime verkiezingen te houden onder voorwaarden welke de vrije meningsuiting van het volk bij het kiezen van de wetgevende macht waarborgen.”

⁷ EHRM 11 juni 2002, *Sadak e.a. v. Turkije* (nr. 2), § 33.

⁸ GwH 28 juni 2012, nr. 81/2012, B.14.1.

⁹ EHRM 15 juni 2006, *Lykourazos v. Griekenland*, §§ 54 en 57.

¹⁰ Advies 62.152/1 van 25 oktober 2017 over een voorstel van ordonnantie “tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de invoering van onverenigbaarheid tussen de functie van burgemeester of schep en het mandaat van lid van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Vlaams Parlement en van het Europees Parlement”, *Parl.St.* Br.Parl., nr. A-550/2.

4. Het voorstel moet in het licht van deze opmerkingen herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Bernard BLERO